

DEVELOPPEMENT ET REGION

Région, économie régionale, régionalisation, programmation ou planification régionale autant d'expressions couramment utilisées, thèmes d'analyses scientifiques ou options de politique de développement dont le contenu, les justifications, les méthodes ne sont pas toujours clairement formulés ni les résultats appréciés.

Toutes ces expressions renvoient à la notion de région (partie d'un territoire national qui se différencie objectivement du reste du territoire) et la tentation est grande par les économistes de suivre la même démarche que les géographes qui consiste à essayer de repérer des unités spatiales différenciées, cette fois selon des critères économiques (ressources, concentration de flux, intégration et auto-développement des processus de production, comportements, infrastructures et équipements) et non plus purement géographiques (climat, relief, sols, population, aménagements du paysage).

Une telle démarche paraît trop sommaire, trop peu dynamique et en tout cas insuffisante pour rendre compte, de la diversité des analyses et des politiques "à base régionale". Il devient clair que, pour l'économiste, ce terme de région ne recouvre pas une réalité

Quels sont donc les faits qui ont progressivement donné naissance à ce concept de région ?

Le premier, mis en évidence depuis longtemps par les géographes et qui a imposé ce vocable de région si ambigu pour l'économiste, est l'existence de "compartiments de l'espace où les hommes vivent en solidarité d'économie et de comportement" (J. LA BASSE). Ces régions dites "traditionnelles" résultent de la combinaison de trois facteurs principaux : le milieu naturel, l'ethnie, l'inégalité des densités rurales. Les contacts de civilisation et l'ouverture sur le monde extérieur ont plus ou moins modifié ces relations entre l'homme et le milieu mais dans une économie non industrialisée l'enracinement des populations dans un cadre géographique reste parfois suffisamment fort pour qu'il soit nécessaire d'en tenir étroitement compte.

Il y a aussi le fait grossier mais solide cher à François FERROUX "la croissance n'apparaît pas partout à la fois, elle se manifeste en des points ou pôles de croissance avec des intensités variables, elle se diffuse par différents canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie". Ce n'est pas seulement dire que l'espace est un facteur économique au sens où la distance est un coût et la dimension (la taille) une condition nécessaire d'un processus cumulatif de croissance et qu'à ces deux titres il doit être intégré dans la théorie économique. C'est reconnaître que les flux économiques se concentrent en des points et se diffusent selon des axes dont la localisation, le fonctionnement et l'articulation obéissent à des lois qu'il convient de déterminer si l'on veut non seulement expliquer la croissance économique mais aussi la maîtriser. De là l'idée d'identifier et de favoriser un niveau de l'espace national, la région, centré sur lui-même (l'intensité des échanges internes y est supérieure à celle des échanges avec l'extérieur) et capable d'auto-développement. De là des schémas d'analyse régionale associant des unités de production complémentaires selon des niveaux (zones et centres) bien hiérarchisés. De là enfin la planification régionale qui vise à orienter et accélérer le développement de ces entités régionales.

On peut se demander si ce schéma d'analyse n'est pas trop formel, trop rigide, trop statique pour les pays en voie de développement où des évolutions rapides et profondes se manifestent : migrations des populations, croissance de métropoles urbaines, mise en place de vastes projets d'aménagement, enseignement généralisé, industrialisation etc... On peut se demander aussi si les attributs de la région, centrée et capable d'autodéveloppement, selon qu'on les entend de façon restrictive ne sont pas ceux de toute unité économique, ou

où les attributs de façon extensive sont réunis par des rapprochements

considérations politiques et ethniques sur les réalités économiques, à des contraintes extérieures qui réduisent la liberté de manoeuvre des gouvernements, et parfois enfin à la faiblesse du potentiel économique national. Mais dans de nombreux pays ces causes ne paraissent pas déterminantes.

D'autres problèmes sont apparus dont on a cru trouver la solution dans la "régionalisation". Certains de ces problèmes sont classiques et ont conduit à une régionalisation non moins classique, conçue comme le premier stade d'une organisation satisfaisante de l'espace géographique. La région est alors un cadre utile à l'analyse et à l'action gouvernementale, intermédiaire entre nation et unités économiques élémentaires. Sa détermination est tout autant administrative et politique qu'économique.

D'ailleurs sous réserve qu'il ne soit pas aberrant, le découpage administratif peut faire naître ou renforcer la cohérence économique de la région grâce à la concentration au chef-lieu des moyens nécessaires à l'exercice des fonctions d'autorité, d'organisation, de coordination et de contrôle. L'efficacité de la planification est ainsi renforcée par l'apport spécifique du niveau régional : connaissance des réalités concrètes sous leur aspect à la fois physique, économique et humaine, utilisation des dynamismes de la base, formation et promotion d'entrepreneurs, mise en oeuvre d'actions locales de développement, valorisation des effets induits des investissements nationaux, organisation de l'espace, programmation et contrôle des interventions etc.

Ainsi conçue la régionalisation est un ensemble de méthodes et de techniques adapté aux caractères spécifiques de chaque pays et d'autant plus nécessaire en milieu sous-développé que ce dernier est mal connu et qu'il ne se prête pas aux analyses et politiques économiques élaborées dans les pays industrialisés.

Et c'est ici qu'apparaît le dernier fait, le sous-développement, qui conduit à une approche régionale nouvelle. Alors que tout ce qui a été dit jusqu'à présent est applicable, avec les adaptations nécessaires, à la plupart des pays, qu'ils soient développés ou non, le sous-développement, qui n'est pas seulement absence ou retard de développement auquel on pourrait remédier par les politiques ayant fait leurs preuves dans les pays développés, est un phénomène nouveau, produit historique du développement,

qui suscite des structures économiques spécifiques et requiert donc des actions d'un type nouveau.

Le sous-développement est né de l'impact de la civilisation industrielle sur des sociétés dont la cohérence sociologique, économique et culturelle relevait d'une logique différente. Sous-développement signifie alors domination, dualisme, désintégration. La civilisation industrielle est porteuse d'un certain type de relations entre les personnes et les biens et d'une certaine organisation de l'espace (urbanisation) que les sociétés "traditionnelles" refusent ou subissent au prix d'une désintégration plus ou moins complète. C'est pour avoir méconnu cet impact et les déséquilibres qui en sont la conséquence (urbanisation anarchique, isolement et stagnation du milieu rural, industrialisation importée et sans effets induits, disparités régionales et sociales etc...) que les politiques de développement ont été si souvent inefficaces. Mais, comme l'écrit Freyssinet dans "le concept de sous-développement" : "si la désintégration se caractérise par une inégalité de situation entre unités économiques (micro-unités et macro-unités), par une insuffisante mobilité des facteurs et des produits, par une absence de cohésion dans les activités économiques, alors la désintégration ne peut-être analysée que dans un espace économique défini."

Et c'est pourquoi l'on va préconiser "une organisation de l'espace à base régionale" qui permette non seulement l'analyse simultanée de deux systèmes économiques différents mais leur articulation. La région sera alors le cadre d'un développement à l'échelle humaine, où l'univers villageois rencontre l'univers industriel et technique, où les unités économiques s'associent dans une organisation économique commune, où les échanges se diversifient, où le dynamisme et les aspirations des groupements sociaux et des individus trouvent à s'exprimer et à se concrétiser, où l'organisation cohérente de l'espace facilite la croissance et réduit les déséquilibres.

Dans cette perspective, encore bien floue il faut le reconnaître, la région est définie par sa finalité, supprimer ou du moins réduire domination, dualisme, désintégration, plus que par des critères ou des structures spécifiques.

